

# Maroc: fuite de cerveaux dans l'informatique

Les employeurs locaux dénoncent le débauchage massif entrepris par les firmes étrangères, françaises surtout.

JULIE CHAUDIER  
CASABLANCA

**MAGHREB** « Une très forte demande ! 50 CDI en France. » Les annonces de Sintegra Consulting sont simples et directes. Depuis le début de l'année, le cabinet organise chaque samedi une campagne de recrutement à l'attention des ingénieurs en informatique marocains, dans l'un des grands hôtels de Casablanca. « Environ 200 informaticiens sont ainsi embauchés toutes les deux semaines par des cabinets de recrutement au profit d'entreprises essentiellement françaises et canadiennes depuis bientôt deux ans », s'alarme Saloua Karkri-Belkeziz, présidente de l'Apebi, la Fédération marocaine des technologies de l'information, de la communication et de l'offshoring.

Le phénomène a suscité une vive polémique au Maroc après la réaction sur Twitter du PDG d'Attijariwafa Bank à la suite d'une campagne semblable de recrutement du français Atos. En cause, le débauchage, l'« attitude prédatrice » de ces cabinets sur les ressources du secteur au Maroc.

Face à une pénurie d'ingénieurs informatiques, les entreprises marocaines, dont les besoins augmentent également, peinent à embaucher. « Nous avons une dizaine de postes à pourvoir et nous avons bien du mal à recruter, indique Hassan Amor, PDG de Microdata. Nous demandons un peu moins d'agressivité de la part des entreprises issues de pays amis sur

le recrutement des profils en tension. Il ne faut pas interdire l'émigration de travail, mais trouver la bonne mesure entre une émigration naturelle fondée sur le désir de chacun d'avoir une expérience à l'étranger et le fait de venir ramasser toutes les ressources disponibles. Le Maroc a besoin de ses ressources pour se développer. »

## « Situation de tension sans issue »

Selon un sondage du portail Rekrute.com, 60 % des informaticiens au Maroc ont déjà été approchés par des recruteurs à l'étranger. Pour les bac + 4, ce chiffre grimpe à 85 %. Si les effets

de la Mission French Tech et du Visa French Tech sont pointés du doigt comme l'accélérateur de cette « prédation », seuls 150 auraient été délivrés depuis son lancement en 2017. « Certains intermédiaires bénéficient indûment du label French Tech, ce qui leur permet de recruter des ingénieurs informatiques très rapidement grâce à la procédure accélérée », indique Saloua Karkri-Belkeziz. La simplification et l'élargissement de ce visa dédié aux « talents étrangers » depuis le 1<sup>er</sup> mars risquent d'accélérer le phénomène constaté au Maroc.

Celui-ci est d'autant plus rapide que les expériences profession-

nelles à l'étranger sont, elles-mêmes, très valorisées sur le marché marocain. Quelque 38 000 Marocains poursuivent ainsi actuellement leurs études en France. Pour ceux qui restent au Maroc, « il est difficile de fermer l'offre de mobilité, car cela fait partie de l'offre de formation de toutes les écoles », reconnaît Mohamed Abdefattah Charif Chefchaoui, directeur de l'Institut national des postes et télécommunications (INPT). « J'ai choisi la filière cybersécurité à l'INPT dans l'espoir d'être choisi pour passer une partie de mon cursus à l'Insa Val-de-Loire », explique Yassir Khadir, 23 ans, étudiant en première année. Sur une

promotion, un quart de ceux partis étudier un ou plusieurs semestres à l'étranger ne reviendront pas au Maroc.

« Nous ne sommes pas dans une situation de tension sans issue, rassure Abdelmounaïm Madani, directeur de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (Anapec). Chaque année pendant trois ans, nous allons financer entièrement la formation de 4 000 diplômés en mathématiques, physiques, biologie, issus de nos facultés de sciences, aux métiers du digital, en partenariat avec la profession. » Il s'agit de répondre à la demande de diplômés marocains dans le secteur, quelle que soit sa provenance.

En attendant, les opérateurs marocains développent leur propre stratégie car si les départs prennent aujourd'hui une ampleur méconnue, cette pénurie d'informaticiens n'est pas la première. « Je pallie le problème en travaillant par projets. Je recrute les profils dont j'ai besoin sur des missions ponctuelles pour me garder du turn-over », explique Mohamed Amine Azariz, consultant « fintech ». Ceux dont les besoins sont plus importants envisagent la même politique que les recruteurs français : « Nous sommes dans la mondialisation, c'est vrai, alors elle doit aller dans les deux sens : si les Marocains partent, alors les Subsahariens doivent pouvoir venir. Je reviens du Cameroun où nous avons effectué un appel à candidatures auprès de 200 jeunes », révèle Saloua Karkri-Belkeziz, également DG de GFI Maroc. ■

60 % des informaticiens marocains auraient déjà été approchés par des recruteurs à l'étranger. Pour les bac + 4, ce chiffre grimpe à 85 %. STOCK.ADOBE.COM

